



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LE PRÉSIDENT DES PATRONS

PRÉPARONS LA RIPOSTE

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

31 MAI 2017

Pour mener les prochaines étapes de son offensive contre les travailleurs et les classes populaires à coup d'ordonnances, Macron veut maintenant conquérir une majorité parlementaire à l'occasion des prochaines élections législatives.

Mais alors qu'il jouait les « antisystème » pour se faire élire président, les listes de « *La République En Marche* » s'annoncent comme une vaste opération de recyclage. On y trouve les politiciens qui ont mis en place les politiques anti-ouvrières ces dernières décennies, ainsi que les traîtres, des arrivistes, des patrons...

Avec Macron, patrons et capitalistes sont aux anges

Pour ce gouvernement au service du patronat, toutes les attaques sont déjà programmées. Après une soi-disant « concertation » avec les syndicats et les organisations patronales qui durera jusqu'à l'élection de la nouvelle assemblée – le 18 juin – ce sera le rapide lancement de l'offensive contre le Code du travail, avec le vote d'une loi d'habilitation à légiférer par ordonnance « *durant l'été* », puis une loi de ratification des ordonnance « *courant septembre* ».

L'objectif : aller plus loin que la loi El Khomri, en privilégiant les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail. En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui pourraient – avec un accord local – être inférieurs à ceux prévus dans les accords de branche.

Et pour faire passer un accord qui n'aurait que la signature de syndicats minoritaires, il est proposé qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise. Il est également prévu de réintroduire le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, supprimé de la « loi travail ». A l'ordre du jour encore, une hausse de la CSG de 1,7 point qui pèserait sur les salaires et les retraites... pour compenser la suppression des cotisations chômage et maladie.

Macron prévoit enfin de s'en prendre, d'ici la fin de l'année, à l'assurance chômage, puis à l'horizon du 1^{er} semestre 2018, au système de retraite.

Ce n'est pas à l'Elysée, ce n'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction...

Face à cette offensive imminente, la mise en

œuvre, par les directions syndicales, d'un plan de mobilisation sociale d'ampleur serait la moindre des choses. Mais après les premières rencontres entre les responsables syndicaux et Macron, puis son premier ministre, on est très loin du compte.

Alors que Macron s'est ouvertement payé la tête de ses interlocuteurs syndicaux, déclarant à un de ses ministres : « *Je ne leur ai rien dit* », tous ont voulu croire qu'il allait assouplir son calendrier. Berger de la CFDT a « *senté un président de la République à la fois déterminé à mettre en place ses réformes, mais aussi à l'écoute* ». Mailly de FO a « *senté qu'à priori, il y a des marges de manœuvre* ». Quant à la direction de la CGT, elle a estimé que « *si le Président semble déterminé sur sa volonté d'accroître la casse du Code du travail, [...], il semble plus mesuré sur la forme et les délais de mise en œuvre* » !

Au-delà des législatives : préparer la riposte

Nous voilà donc prévenus : nous ne pourrions pas compter sur les directions des confédérations syndicales pour préparer cette inévitable confrontation.

Partout, dans les lieux de travail, les écoles, les quartiers, la question clé va être de regrouper, dans les syndicats, dans les collectifs de lutte, les forces disponibles pour engager la contre offensive contre les projets du gouvernement.

Ce regroupement a déjà commencé avec le « Front social » qui regroupe à ce jour plus de 70 organisations syndicales et associatives. A son appel, des milliers de personnes ont déjà manifesté le 22 avril, veille du 1^{er} tour de la Présidentielle, puis le 8 mai, au lendemain du 2^{ème} tour. Il appelle d'ores et déjà à manifester le 19 juin, au lendemain du 2nd tour des législatives.

Dans ces élections législatives, là où le NPA n'est pas en mesure de présenter des candidat(e)s sur le programme défendu par Philippe Poutou à la présidentielle, il appelle à voter pour les candidat(e)s de Lutte ouvrière. Un moyen d'affirmer que nous nous préparons à repousser les offensives à venir !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



QUAND UNE USINE PIEGEE AVEC DES BONBONNES DE GAZ DONNE PEUR AU GOUVERNEMENT !

Chez GM&S, dans la Creuse, 277 travailleurs s'y battent pour maintenir l'activité de l'usine face à la rapacité des grandes firmes de l'automobile que sont Renault et PSA, leurs principaux donneurs d'ordre. Depuis 6 mois, ils multiplient les manifestations, les sit-in devant des usines Renault et PSA.

Le 11 mai, avec leurs syndicats, les ouvriers ont occupé l'usine. Ça va péter : ils ont enfin réussi à se faire entendre. Renault et PSA ont un peu augmenté leurs commandes, et des repreneurs se sont manifestés, le nouveau ministre de droite Lemaire les a reçus. Des manifestations de plusieurs milliers ont été organisées aux portes de l'usine. Et un court sursis a été obtenu jusqu'à la fin juin.

La peur était manifestement passée du côté du gouvernement et des patrons. Rien n'est définitivement réglé mais les travailleurs sont plus forts et sont prêts à recommencer pour le maintien de tous leurs emplois. Pour qu'ils gagnent le soutien de tous est indispensable !

QUEL PROJET POUR L'ECOLE ? ET A ST GERMAIN DE LA COUDRE ?

La nomination de JM Blanquer, comme celle des autres ministres, confirme s'il en était besoin l'orientation 100% à droite du nouveau gouvernement. Toutes les propositions du programme éducatif de Macron sont reprises de ses ouvrages. JM Blanquer va encore plus loin que la droite en offrant les pleins pouvoirs aux chefs d'établissement. Les lycées professionnels seraient confiés aux régions et adaptés aux « besoins économiques territoriaux ».

chez nous, on déplore une fermeture de classe à l'école de St Germain de la Coudre alors que les effectifs sont en hausse. L'administration ne tient compte que des chiffres de l'INSEE et refuse de voir les réalités locales. Les familles, les syndicats, les enseignants et les élus ont tous attesté de la véracité des chiffres mais l'administration ne veut rien entendre. Eux seuls savent, eux seuls ont raison !

LES CANDIDATS MACRON EN MARCHÉ ... POUR LEURS PRIVILÈGES !

En Marche, le parti de Macron se vante de faire du nouveau. Il fonctionne comme une entreprise avec son patron et son DRH. Pas de votes dans des instances locales pour choisir les candidats aux élections. Il fallait envoyer son CV à une commission de candidatures présidée par un ancien ministre de Chirac. Que du neuf !

Plus des deux tiers des candidats en Marche sont « bac+5 » alors qu'ils ne représentent que 9% de la population. 25 candidats dirigent des entreprises plus ou moins grandes. A l'inverse, les employés et professions intermédiaires, qui représentent plus de 30% de la population, sont à peine 10% des candidats. **Il n'y a aucun ouvrier.** Oui, aucun ouvrier !

On nous parle de « société civile ». C'est celle des privilégiés. Elle exclut ceux et celles qui travaillent. Et ils veulent nous imposer à coup d'ordonnances une réforme du code du travail pour favoriser les licenciements, eux qui ne savent que commander ! La nouveauté de Macron, elle se combattra dans les usines, les services et la rue.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**

LE « RENOUVEAU » : UN GATTAZ AU FEMININ A LA TETE DU MINISTERE DU TRAVAIL

« Bien-être et efficacité au travail », c'est le titre d'un des livres de Muriel Pénicaud. La nouvelle locataire du ministère du travail s'est imposée à Dassault Système puis à Danone, des sociétés comme tout le monde le sait qui s'occupent surtout de l'efficacité des travailleurs ... et du bien-être des patrons !

Pour étaler ses compétences, elle affirme qu'elle « parle le même langage que les patrons », elle parle « stratégie business ». Le renouveau politique de Macron accouche, sans surprise, d'un Gattaz au féminin à la tête du ministère du travail, contre les travailleurs.

Pour notre bien-être, il est même prévu « pour lever les freins à l'embauche en CDI » ... de limiter les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif : patron, licenciez comme vous voulez !

Rien de nouveau donc pour nous, le gouvernement du patronat poursuivra les attaques contre le monde du travail, il faut alors s'organiser pour riposter collectivement.

LE PEN INVITÉE SURPRISE ENTRE POUTINE ET MACRON

La première réception d'un chef d'état étranger par Macron a eu lieu au château de Versailles pour Poutine. Une conférence de presse commune dans la Galerie des Batailles, un décor de monarchie fanée : on pourrait se moquer si Versailles n'était le lieu le plus symbolique de la toute puissance des rois contre les peuples et aussi de la réaction de la bourgeoisie contre la Commune de Paris.

Tout à fait en phase avec l'histoire de ce lieu de réaction, Poutine a déclaré « L'opinion de Marine Le Pen sur l'identité des peuples européens n'est pas dénuée de fondements. Elle a toujours œuvré pour les relations entre nos deux pays »

Macron et Poutine ont parlé partage du monde ménageant les intérêts des grandes puissances. Plus d'envoies sur les droits de l'homme ; place au business et à la diplomatie cynique.

Ils ont choisi d'être versaillais. A nous de lever le drapeau de la solidarité entre les peuples contre les mêmes oppresseurs !

FAIRE CONNAÎTRE UN VÉRITABLE SOULÈVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE

Depuis le début de l'année, les habitants des régions ouest et sud de la Tunisie se soulèvent pour « l'emploi, la liberté et la dignité ». Autour de Tataouine, qui produit la presque totalité du pétrole et du gaz, le mouvement dure depuis presque deux mois : mouvement de grèves générales, blocages des routes, sit-in quotidiens.

Le 18 mai, malgré des tirs de sommation de l'armée, les manifestants ont mis à l'arrêt la principale station de pompage de gaz du Sud tunisien ! Du jamais vu depuis 50 ans. Le 22 mai, les forces de sécurité ont tiré : un mort et 22 blessés.

Hommes et femmes réclament que 20% des revenus pétroliers soient reversés pour l'emploi et qu'un membre de chaque famille soit embauché dans les sociétés pétrolières, alors que le chômage y touche 40% de la jeunesse.

Ici en France silence radio sur tous ces événements ! Pourtant l'espoir est là dans une lutte de la population pour l'emploi et la dignité !